

Bernard Noël : Jack Ralite, vous avez créé un mouvement qui est devenu symbolique de votre action, ce sont les États généraux de la culture. Est-ce que vous pouvez nous résumer l'histoire de ces États généraux ?

Jack Ralite : Oui, je peux. C'est une histoire tout à fait intéressante et même, je trouve, belle ! C'est en 1987 qu'ils se sont créés. En vérité la source est une réunion qui a eu lieu à la Mutualité, au moment de la privatisation de TF1. La salle était archicomble – je n'étais d'ailleurs pas pour rien dans son organisation mais je n'étais pas l'organisateur. Avec les cinéastes, nous avions préparé cette réunion et pendant son déroulement, un cinéaste, Michel Mitrani, qui fut réalisateur pour la télévision, a dit « Il faut créer une alternative française à l'audiovisuel et à ses mutations ». Cette phrase m'a énormément frappé. Et puis quelque temps plus tard, des jeunes danseurs, tous ceux qui tournent autour de Gallotta, Odile Duboc, François Veyret etc., tiennent une réunion dans une salle célèbre, à Ménilmontant, où fut présenté clandestinement le *Potemkine* et où le groupe Octobre travaillait, avec Prévert et d'autres. Ils font une assemblée de danseurs et c'est une période assez curieuse parce que tous ces jeunes danseurs étaient, de près ou de loin, des enfants de Merce Cunningham, qui avaient digéré l'enseignement assez extraordinaire de ce bonhomme, dont il faudra bien écrire un jour à propos du rôle qu'il a joué dans la danse en France. Ils voulaient refaire quelque chose à la française alors ils voulaient poser un certain nombre de problèmes et de revendications. Ils m'avaient demandé de venir, non pas pour leur donner des leçons sur la danse – je ne sais pas danser – mais pour les aider à rédiger un document. J'ai donc écouté puis on a rédigé ce document et là, j'ai bien senti qu'il y avait un problème.

C'est là que j'ai rédigé un texte qui s'appelle « La culture française se porte bien pourvu qu'on la sauve » qui est une paraphrase d'une phrase de Marcel L'Herbier : « Le cinéma français se porte bien pourvu qu'on le sauve ». J'ai téléphoné à trois cents cinquante-huit personnes, je me souviens du chiffre ! Sauf une abstention tout à fait sympathique, trois cent cinquante-sept signatures¹ se sont faites. Nous avons convoqué une assemblée au Théâtre de l'Est parisien. Vous y étiez... Le théâtre était plein, le hall était plein et il y avait encore du monde dans la rue. Nous avons donc lancé l'idée des États généraux qui se sont tenus en juin au Théâtre de Paris et là, on était deux mille cinq cents².

Nous avons décidé de faire un Zénith en novembre, à la Porte de Pantin, et là, c'était payant : cinquante francs la place ! Il y a eu six mille personnes, on en a refusé quinze cents. Il y avait trois cents artistes sur scène et de sept heures du soir à trois heures du matin, ça a été un régal d'intelligence et de rencontres populaires, au sens de Gramsci. Vraiment c'était beau ! Nous sommes allés à l'étranger. Nous avons fait des assises à Berlin, par exemple, où seize pays étaient représentés, puis à Santiago du Chili, sous Pinochet.

(Extrait de l'émission *À voix nue* enregistrée le 15/11/1994 et diffusée sur France Culture le 30/06/1995)

¹ Dans l'ouvrage *La culture française se porte bien pourvu qu'on la sauve* (Messidor/Éditions sociales, 1987), J. Ralite déclare qu'il a obtenu deux cent quarante-sept signatures.

² D'autres sources indiquent plutôt mille cinq cents.